

**«Les relations canado-américaines : frontières communes et valeurs communes»
Discours devant le Regroupement des Gens d'Affaires
Ottawa
Le 20 octobre 2004**

Merci, Odette (Odette Gough, maîtresse de cérémonie). Merci aussi à Joanne (Joanne Lefebvre, directrice générale, RGA) et à Daniel (Daniel Laliberté, président, RGA) de m'avoir invité à vous adresser la parole.

J'ai déjà été membre d'une organisation ayant le même acronyme RGA, la Republican Governors Association (rires). C'était un groupe vraiment influent et efficace, tout comme doit l'être sans doute le vôtre.

Je sais que votre groupe crée des liens entre les communautés d'affaires partout au Canada, en particulier avec la communauté d'affaires francophone au Québec et ici en Ontario. Au cours des derniers mois, j'ai eu l'occasion de célébrer un événement important pour le Canada et les francophones du Canada. J'étais à l'Île-Sainte-Croix où l'on célébrait en juin le premier établissement francophone en Amérique du Nord. Malheureusement, il a plu et il faisait froid cette journée-là à l'île, mais j'étais heureux d'y d'être et d'avoir un avant-goût de la vie des premiers colons.

Le mois dernier, j'étais à Québec, avec le premier ministre Jean Charest, à l'occasion d'un forum des dirigeants d'entreprise du Québec sur le renforcement des liens économiques entre le Québec et les États-Unis, une séance très productive. La semaine prochaine, je serai à Stanstead, Québec, où je participerai à l'inauguration de l'Institut transfrontalier Québec-Nouvelle-Angleterre. Il n'y a pas de doute qu'il existe de nombreuses occasions d'affaires entre le Canada et les États-Unis ainsi qu'avec le milieu des affaires francophone aux États-Unis. Déjà, il se passe beaucoup de choses et il faut s'attendre à ce que le commerce continue à prospérer. Nous avons hâte de célébrer, dans quatre ans, le 400^e anniversaire de la fondation de la ville de Québec, fondation qui a marqué l'histoire de l'Amérique du Nord.

Avant d'aller plus loin, vous trouverez sur vos tables un document décrivant le site Web de l'Ambassade des États-Unis au Canada. Nous sommes très fiers de notre site Web. Nous sommes également très fiers qu'il soit offert dans les deux langues officielles du Canada (applaudissements), le français et l'anglais.

Vous y trouverez un grand nombre de renseignements. Non seulement pouvez-vous télécharger mes discours (rires), mais vous y trouverez des renseignements sur l'immigration, les voyages aux États-Unis, les divers règlements du commerce transfrontalier et les discours du président et du secrétaire d'État.

Jim Williams, qui dirige notre Section des affaires publiques, est avec nous. Notre site est consulté environ trois millions de fois par semaine. Pour ce qui est du Département d'État et pour le nombre de visiteurs dans les autres sites Web, le site principal du Département d'État excepté, je crois que nous arrivons en deuxième place. Notre site peut vous être grandement utile et j'ose espérer que vous l'utiliserez.

Les relations entre le Canada et les États-Unis sont vastes. Elles sont importantes. Elles sont solides, mais c'est leur important contexte mondial que je soulignerai ici. Je crois que notre défi ne consiste pas uniquement à travailler ensemble ici, en Amérique du Nord, ce que nous faisons depuis longtemps. De plus en plus, nous devons travailler ensemble à l'échelle mondiale.

Comme je l'ai mentionné, ces relations sont vastes, elles sont de beaucoup les plus vastes relations commerciales au monde. Elles totalisent 500 milliards de dollars par année. Les investissements étrangers directs des États-Unis au Canada se chiffrent à plus de 150 milliards de dollars et les investissements étrangers directs du Canada aux États-Unis atteignent plus de 130 milliards de dollars. Pour 39 de nos États, le Canada est le premier partenaire commercial. Pour ce qui est des exportations des États-Unis, 23 p. 100 vont au Canada et pour celles du Canada, environ 85 p. 100 vont aux États-Unis.

Nous entretenons aussi de vastes relations dans le secteur de l'énergie. Nous sommes les gardiens de l'environnement de ce continent. Nos citoyens circulent librement et rapidement et nous avons de longues traditions de gouvernement libre, continu et démocratique.

Je crois qu'il s'agit des plus importantes relations qu'entretiennent les États-Unis dans le monde, en particulier si l'on tient compte des répercussions de ces relations sur la vie quotidienne des citoyens des États-Unis. Des millions d'emplois dépendent des transactions commerciales transfrontalières qui ont lieu chaque année et chaque jour, des millions d'emplois au Canada, des millions d'emplois aux États-Unis. C'est ce qui permet à tant de familles dans mon pays de se nourrir, de maintenir leur mode et leur niveau de vie.

Nous sommes aussi très interreliés. Lorsque les lumières se sont éteintes dans la ville de New York au cours de l'été il y a deux ans, elles se sont également éteintes à Toronto. Lorsque l'épidémie du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) a frappé Toronto, le personnel de notre Center for Disease Control était sur place pour venir en aide aux agents ontariens et fédéraux de santé.

À la suite de la crise liée à la maladie de la vache folle (EBS), provoquée par une vache en Alberta et une autre aux États-Unis, nous avons compris que notre marché du bœuf est hautement intégré et que nous devons travailler ensemble à l'avancement de la science dans ce domaine et à l'élaboration des règlements. J'ai bien l'impression que nous verrons la lumière au bout du couloir.

Comme vous le savez peut-être, dans le cas de l'EBS, le département de l'Agriculture a proposé l'adoption d'une règle qui rétablira entièrement le commerce du bœuf avec le Canada. Cette règle a été contestée par certaines parties aux États-Unis, mais le président, le département de l'Agriculture et la plupart des intervenants de l'industrie du bœuf aux États-Unis appuient l'adoption de cette règle. Nous souhaitons que cette règle soit bientôt adoptée et que cette importante industrie qu'est le commerce du bœuf soit rétablie.

Nous devons voir plus loin. Nous devons établir des protocoles ici en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde afin d'éviter que des cas isolés d'EBS n'entraînent la fermeture de nos frontières, ce qui se fait partout dans le monde lorsqu'un cas d'EBS est décelé. En fait, lorsque nous avons ouvert nos frontières au bœuf en caisse carton provenant du Canada, c'était la première fois qu'un pays ouvrait ses frontières au bœuf d'un pays où un cas d'EBS avait été décelé. Nous devons trouver une solution à la situation actuelle et faire adopter la règle, mais nous devons aussi penser à l'avenir.

La collaboration qui existe entre les organismes d'application de la loi et du renseignement du Canada et des États-Unis est extraordinaire. J'en reparlerai un peu plus tard.

Nous sommes fiers d'être membres du NORAD, le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, et nous envisageons avec plaisir le renouvellement et l'élargissement de cet accord l'année prochaine. Il existe depuis 40 ans. La mission du NORAD consiste à protéger nos deux pays lorsque des aéronefs s'y dirigent. Nous voulons examiner les questions liées à la sûreté maritime, à la cybersécurité, à la façon dont nous interviendrons lors d'attentats terroristes ou de catastrophes naturelles et à la façon dont les autorités militaires peuvent aider les autorités civiles.

Nous examinons les questions liées à la défense antimissile. Nous avons récemment conclu un accord avec le Canada dans le cadre duquel l'alerte lointaine de défense aérienne a été confiée au NORAD. Nous souhaitons que le Canada décide de participer à la défense antimissile. Nous sommes d'avis que sa participation serait conforme à la mission historique du NORAD et aiderait à le renforcer à mesure que nous progressons.

Nous avons aussi conclu l'entente sur la frontière intelligente, une importante réalisation pour nos deux pays, une frontière qui tout en étant sécuritaire est aussi accommodante. Le secrétaire Tom Ridge a rencontré ici, la semaine dernière, la vice-première ministre Anne McLellan. Ils se rencontrent fréquemment. Les membres de leur personnel travaillent ensemble tous les jours, tout comme le personnel de mon ambassade avec celui de l'ambassadeur Michael Kergin à Washington. C'est une collaboration en voie de développement, mais nous avons beaucoup progressé. C'est ce qui a permis au secrétaire Tom Ridge et à la vice-première ministre Anne McLellan d'annoncer l'ouverture de plusieurs nouvelles voies rapides EXPRES, la création de la nouvelle équipe intégrée de police des frontières et certains autres progrès accomplis à ce jour.

Comme je l'ai mentionné, ce que font le Canada et les États-Unis doit être pris dans un contexte mondial. Avant d'aborder le système mondial de libre-échange, je mentionnerai deux autres importants secteurs de coopération, soit l'environnement et l'énergie.

La coopération dans le secteur de l'environnement est très importante dans notre partie du monde. Nous collaborons dans bien des domaines, de la qualité de l'eau des Grands Lacs à la réduction des émissions de mercure dans l'atmosphère. L'un des domaines que je tiens à mentionner, du fait qu'à mon avis il est parfois mal compris et mal interprété, au Canada comme aux États-Unis, est celui du changement climatique.

Le Canada et les États-Unis ont adopté des approches différentes envers le Protocole de Kyoto. Le président a décidé que les normes du Protocole de Kyoto engendreraient une réduction du niveau de vie des citoyens des États-Unis. Il n'était pas disposé à accepter une réduction de notre niveau de vie du fait qu'il est convaincu que, si nous utilisons adéquatement nos ressources scientifiques, nous pouvons chercher à solutionner le problème *et* maintenir notre niveau de vie.

Il n'existe aucun doute que nous demeurons engagés à respecter l'objectif principal de la Convention-cadre des Nations Unies, afin de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Le président a annoncé que la politique des États-Unis serait de ralentir, d'arrêter et éventuellement d'inverser les émissions de gaz à effet de serre par le recours à des méthodes scientifiques prouvées.

Nous nous sommes engagés à diminuer l'intensité de nos gaz à effet de serre, c'est-à-dire, les émissions par unité d'activité économique, de 18 p. 100 en dix ans, soit l'équivalent de retirer de la route 70 millions de véhicules.

Nous croyons que nous pouvons y arriver car c'est un concept logique. La croissance économique fait partie de l'évolution environnementale. Elle fournit les ressources pour la recherche et pour les investissements dans l'environnement. Les États-Unis consacrent 5,8 milliards de dollars par année à cette question, parce que nous voulons avoir les bonnes données scientifiques. J'aimerais aussi souligner, pour mettre la chose encore plus en perspective, que non seulement ce montant est-il supérieur à celui que consacre tout autre pays dans le monde, mais il est supérieur au montant que consacrent tous les pays d'Europe, le Japon et le Canada réunis.

Donc, la prochaine fois que vous lirez que les États-Unis ne se préoccupent pas du réchauffement du globe et du changement climatique, j'ose espérer que vous vous souviendrez de mes paroles. Nous nous efforçons d'avoir les bonnes données scientifiques. Nous investissons dans la science. Nous travaillons en étroite collaboration avec le Canada. Nous

avons créé un Groupe de travail bilatéral sur le changement climatique. Nous nous penchons sur les questions liées à la séquestration du carbone, au Sommet international sur l'observation de la terre et à l'économie de l'hydrogène.

Je suis récemment allé à Iqaluit. Il est très évident que les régions nordiques subissent les répercussions du réchauffement du globe probablement plus rapidement que les autres parties du monde. La glace ne gèle pas aussi rapidement et des changements se produisent au sein des habitats fauniques. Nous savons que si nous n'agissons pas, les répercussions se feront sentir à l'échelle mondiale. Nous parlons d'îles qui n'existeront plus en tant qu'îles. Nous parlons de collectivités côtières qui n'en seront plus.

Il s'agit du cycle naturel qui s'échelonne sur des centaines de milliers d'années, la terre se réchauffe et la terre se refroidit. Nous sommes maintenant à la fin de la période de réchauffement. Nous savons que les gaz à effet de serre ont des répercussions. Nous devons déterminer quelles sont ces répercussions, comment y remédier et comment nous assurer que nous sommes prêts à affronter ce que nous réserve l'avenir.

La raison pour laquelle je mentionne le changement climatique est qu'il constitue un problème majeur dont l'incidence et le contexte sont très importants à l'échelle mondiale. C'est un problème que nous prenons très au sérieux et auquel nous consacrons beaucoup d'argent pour nous assurer que nous l'aborderons correctement.

Pour résumer, notre économie est fondée sur les hydrocarbures. Elle dure depuis un siècle, mais elle ne durera pas toujours. Si nous adoptons une approche à long terme, c'est-à-dire établir des échéanciers réalistes et tirer parti du pouvoir de transformation de la technologie, nous pouvons apporter les transformations nécessaires à un rythme normal sans provoquer de perturbations économiques. C'est définitivement le but que visent les États-Unis.

Nos relations en matière d'énergie avec le Canada sont aussi prodigieuses. Vous êtes notre plus important fournisseur d'énergie totale, dans un rapport de deux et demi pour un. Nous importons plus de pétrole du Canada que de l'Arabie saoudite et d'énormes quantités de gaz et d'énergie hydroélectrique. Nous vendons aussi beaucoup d'électricité au Canada, en particulier au cours des mois plus froids. Nos relations vont vraiment dans les deux sens. Comme je l'ai mentionné, nous faisons fondamentalement partie du même réseau.

En 2001, le président a créé le Groupe de travail sur l'énergie nationale (National Energy Working Group) qui a reconnu que nous avons un important défi à relever en matière d'infrastructures. Je crois que nous devons mettre en place au Canada et aux États-Unis un régime de réglementation qui favoriserait l'amélioration du réseau intégré. Je crois que les États-Unis et les autres provinces du Canada doivent faire ce que le Québec a fait après la tempête de verglas. Nous devons solutionner les problèmes du réseau afin que ne se reproduise plus la panne d'électricité que nous avons connue il y a deux ans pendant l'été. Nous devons cependant élaborer une réglementation adéquate pour favoriser cet investissement.

Nous avons aussi des défis à relever en matière d'approvisionnement. Le prix mondial du pétrole est à la hausse, comme nous le constatons présentement, et bientôt, en raison de la demande pour le gaz naturel, nous ne pourrions répondre à la demande totale avec le gaz produit ici en Amérique du Nord. Essentiellement, notre marché du gaz naturel est continental, mais, lorsque nous construirons des ports pour le gaz naturel liquéfié (GNL) et que nous en importerons d'ailleurs dans le monde, le prix du gaz naturel se négociera aussi à l'échelle mondiale.

Le Canada produit assez de pétrole pour s'autosuffire, mais son prix au Canada est le même que le prix mondial. Je crois qu'il est important de reconnaître ici encore que tout ce que nous faisons se situe dans un contexte mondial. Nous devons diversifier les approvisionnements et accroître les sources d'énergie en Amérique du Nord. Nous y arriverons en laissant libre cours aux marchés et à la technologie. En dépit des prix élevés du pétrole que nous connaissons

présentement, nous n'avons pas encore trouvé un meilleur moyen que le libre marché mondial pour fournir des biens et des services à des milliards de personnes. Il en va de même de l'énergie. Nous devons nous en souvenir à mesure que nous concevons de nouvelles technologies et que nous trouverons d'autres sources d'énergie ici en Amérique du Nord.

Permettez-moi de prendre quelques minutes pour vous parler du système mondial de libre-échange. Je sais que cette question est devenue plus ou moins un thème électoral au Canada, lors de vos élections de juin dernier, et aux États-Unis au cours de la présente campagne électorale en vue du scrutin du 2 novembre prochain. Je crois que nous ne devons pas oublier la chance que nous avons de vivre dans ces deux pays formidables, deux sociétés démocratiques ouvertes et libres où la liberté individuelle et les droits de la personne sont respectés. Nos économies sont fortes, elles créent des emplois, engendrent la prospérité et procurent une belle vie à la majorité de nos citoyens.

N'oublions pas qu'il n'en est pas de même pour des milliards de personnes sur la planète. Les États-Unis et le Canada travaillent ensemble, dans le cadre de la Zone de libre-échange des Amériques et au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à propager ce que nous avons ici en Amérique du Nord. Nous voulons propager la liberté. Nous voulons propager la prospérité. Nous voulons que de plus en plus de personnes sur la planète aient une meilleure qualité de vie.

Nous devons résoudre l'impasse au sujet des subventions à l'agriculture. Nous avons présenté une proposition visant à réduire de 100 milliards de dollars ces subventions. Au Canada et aux États-Unis, ces subventions varient entre 18 p. 100 et 20 p. 100, alors qu'en Europe elles varient entre 36 p. 100 et 40 p. 100 et qu'au Japon elles sont de plus de 50 p. 100. L'un des défis consiste à convaincre les Européens et les Japonais de faire des concessions afin d'essayer de réduire leurs subventions, et ce, pour permettre aux produits agricoles des pays en développement d'entrer sur les marchés, ce qui aurait comme résultat de réduire les prix à la consommation et de donner un plus grand choix à nos citoyens.

Comme vous le savez, parler de s'approvisionner à l'étranger est un sujet tabou si l'on se fie à certaines discussions politiques aux États-Unis. Je ne suis pas de cet avis et je persiste à dire que nous devrions continuer dans cette voie.

En premier lieu, je crois que c'est ce que nous devons faire. Je crois qu'il est juste de s'efforcer de donner aux gens une meilleure qualité de vie. Je crois que cela sert nos intérêts économiques. Le Canada et les États-Unis sont de grands pays exportateurs. Si nous pouvons venir en aide à un pays en développement, si nous pouvons aider un État avorton à créer un climat propice à l'investissement et au commerce qui permet à son économie de croître et à ses citoyens de trouver des emplois et d'avoir une meilleure vie, nous créerons ainsi des millions et des millions de consommateurs de classe moyenne. Ces consommateurs achèteront aussi des produits provenant des États-Unis et du Canada. Si nous continuons à investir dans l'éducation et dans la formation comme nous le faisons, nous demeurerons à l'avant-garde de la courbe technologique. Nous créerons toujours plus d'emplois rémunérateurs que nous n'en perdrons jamais en s'approvisionnant à l'étranger.

Je crois donc fermement que c'est là servir nos intérêts économiques. Je crois aussi que c'est servir nos intérêts en matière de sécurité. La lutte contre le terrorisme, dont je parlerai à la fin de mon allocution, ne consiste pas uniquement à vaincre al-Qaïda. Elle consiste à prendre un État avorton comme l'Afghanistan, à l'aider à créer des pratiques démocratiques, à créer un climat propice à l'investissement et au commerce, et ce, afin que ses citoyens puissent espérer une meilleure vie et un avenir prometteur.

Il est facile de comprendre pourquoi l'Afghanistan est devenu un lieu d'entraînement pour les organisations terroristes. Les femmes n'avaient pas de place dans cette société. Les gens ne pouvaient pas voter et avoir droit de parole au sein de leur gouvernement. Ils n'avaient ni espoir

ni possibilités. Bien qu'il ne soit pas facile dans ce pays, tout comme en Irak, de bâtir des sociétés démocratiques, nous avons intérêt à le faire pour notre sécurité. Je crois aussi que c'est le souhait des populations partout ailleurs. Les gens veulent être libres. Ils veulent que leurs enfants aient une meilleure vie. Ils veulent pouvoir espérer et voir des possibilités s'ouvrir dans leur vie.

Je crois que nous devons aussi nous souvenir que les données sur le commerce international et l'investissement éclipsent celles sur l'aide étrangère. Je ne dis pas que l'aide étrangère n'est pas un outil important, elle l'est. Nous pouvons utiliser les fonds à l'aide étrangère pour aider un pays à mettre sur pied un système judiciaire qui respecte la primauté du droit. Nous pouvons utiliser l'aide étrangère pour aider un pays à construire des routes lui permettant d'exploiter des ressources qui renforceront son économie. Nous devons instaurer la primauté du droit de façon démocratique pour créer un climat propice à l'investissement afin que les entreprises ne craignent pas d'investir dans un pays. Nous devons édifier des économies qui créent des emplois. C'est la façon dont nous sortirons les gens de la pauvreté et leur donnerons une meilleure vie.

Nous en avons ici l'exemple en Amérique du Nord. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a bénéficié au Canada, aux États-Unis et au Mexique. Beaucoup plus de Mexicains vivent mieux depuis que leur économie s'est améliorée. La démocratie au Mexique s'est renforcée. Lors des plus récentes élections présidentielles, le parti d'opposition a remporté et le transfert des pouvoirs s'est effectué dans le calme, comme c'est le cas dans une démocratie.

Je crois que nous pouvons faire encore plus ici en Amérique du Nord. Nous avons créé le Groupe de travail nord-américain sur l'énergie. Nous pouvons coordonner la réglementation sur l'étiquetage du pays d'origine et nous pouvons aussi uniformiser nos règlements en matière de santé et de sécurité. Je crois que c'est l'un des sujets dont le premier ministre Paul Martin et le président Francis Fox discuteront la semaine prochaine. Je sais qu'ils en ont aussi discuté avec le président George W. Bush. Nous devons continuer à montrer l'exemple avec l'ALENA, montrer l'exemple au monde entier.

Nous devons aussi profiter de l'occasion pour déclencher l'expansion économique en concluant un accord mondial d'accès aux marchés. Comme l'a déclaré récemment le président George W. Bush devant l'assemblée des Nations Unies, nous croyons au pouvoir transformateur de la liberté. La liberté va de l'avant et je crois que c'est notre devoir, et vraiment notre destinée, de contribuer à essaimer la liberté. J'ai la certitude que le Canada et les États-Unis demeureront de solides partenaires dans ce cheminement.

Nous ne réussissons que si nous continuons à affronter et à contrer les menaces terroristes internationales. Comme je l'ai mentionné plus tôt, les États-Unis et le Canada sont de solides partenaires en la matière. Nous avons créé une zone de confiance ici en Amérique du Nord. Nous avons mis en œuvre l'entente sur la frontière intelligente. Nous avons lancé une initiative de sécurité portuaire afin que nous puissions travailler ensemble pour déterminer quels sont, parmi les millions de conteneurs qui entrent dans nos ports, ceux qui devraient être examinés. Nous avons mis en œuvre l'entente sur la frontière intelligente. Nos organismes d'application de la loi et du renseignement collaborent de façon extraordinaire.

Je dois vous dire toutefois, que cette collaboration est maintenant plus importante que jamais. Un autre attentat pourrait être catastrophique pour nos relations économiques. La menace est toujours présente. Elle est réelle et nous devons continuer à travailler ensemble pour nous assurer que les terroristes ne frappent pas de nouveau. Notre géographie seule fait en sorte qu'inévitablement les terroristes internationaux songeront à utiliser le Canada comme rampe de lancement potentielle pour entrer aux États-Unis. Il est d'une importance primordiale que le Canada et les États-Unis continuent à travailler ensemble pour prévenir et dissuader cette menace. C'est exactement ce que nous faisons.

J'ai souvent dit, au Canada comme aux États-Unis, que nous devons accepter le fait que nous ne pouvons défendre notre territoire sans l'aide du Canada. Il est indispensable que nous collaborions avec la Gendarmerie royale du Canada (GRC), le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et d'autres organismes d'application de la loi et du renseignement ici au Canada. C'est tout-à-fait indispensable pour assurer la protection des citoyens des États-Unis et la protection des citoyens du Canada.

Nous sommes très réconfortés et heureux à la suite de l'annonce par le premier ministre Paul Martin de la politique de sécurité nationale, en avril dernier. Elle comporte trois objectifs, le premier, protéger les Canadiens au pays et à l'étranger et le deuxième, contribuer à la sécurité mondiale. À ce sujet, je dois dire que le Canada s'acquitte bien de son travail. Par l'envoi de militaires en Afghanistan, par l'intervention rapide de ses forces militaires en Haïti pour aider à solutionner les problèmes permanents de ce pays et par les fonds considérables qu'il s'est engagé à verser pour l'aide et la reconstruction en Irak, dont une grande partie a déjà été reçue, le Canada contribue à la sécurité mondiale.

S'assurer que le Canada n'est pas utilisé comme base pour menacer ses alliés constitue la troisième priorité de la politique de sécurité nationale. Ce n'est d'après moi qu'une autre façon de dire ce que j'ai déjà dit, soit que les États-Unis ne peuvent défendre leur territoire sans l'aide du Canada.

Lorsque le premier ministre Paul Martin a rencontré le président George W. Bush, dans le Bureau oval, en avril, il a dit au président qu'il craignait la menace terroriste qui plane sur les villes du Canada tout autant que le président la craint pour les villes des États-Unis. Je crois qu'il est très important que nos deux dirigeants soient sur la même longueur d'onde lorsqu'il s'agit de faire face à cette menace terroriste internationale. Il me semble bien évident que nous allons continuer à collaborer pour protéger les citoyens du Canada et des États-Unis.

Construire un monde plus sécuritaire et plus prospère, protéger nos ressources naturelles, travailler pour nous assurer que nous disposons de l'énergie nécessaire pour alimenter nos économies, nous protéger contre le terrorisme, tous ces thèmes que j'ai abordés aujourd'hui constituent des questions qui intéressent les États-Unis et le Canada ainsi que le reste de la collectivité mondiale. Nous ne pouvons y arriver qu'en travaillant ensemble. Aucun d'entre nous ne peut atteindre seul ces objectifs.

J'aimerais également aussi souligner que, pour nous en Amérique du Nord et particulièrement dans le cas du Canada et des États-Unis, nous ne partageons pas uniquement des objectifs importants, nous partageons aussi des valeurs fondamentales. Nos deux pays ont tenu des élections cette année. C'est la deuxième fois en quatre ans que le Canada et les États-Unis tiennent des élections nationales au cours de la même année. Les Canadiens sont à juste titre fiers de leur longue tradition parlementaire qui englobe le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif et d'une tradition politique évolutive conçue pour établir le consensus et la conciliation entre divers groupes de personnes.

Les citoyens des États-Unis éprouvent la même fierté envers un système politique qui sépare et équilibre le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire. C'est un système politique qui, de par sa conception, valorise et souvent provoque, de l'opposition et des débats contradictoires au sein de la vie politique nationale.

Paradoxalement, nos systèmes politiques nationaux illustrent également les plus importantes valeurs que nous avons en commun. Rien n'est plus cher aux citoyens du Canada et des États-Unis qu'un système politique qui leur permet de choisir leur gouvernement et leurs représentants. Ce système constitue la base de notre liberté de vivre, de penser, de s'exprimer et de prospérer.

Ces valeurs ne doivent pas être tenues pour acquies. Depuis plus de deux siècles, des immigrants de toutes les croyances et de toutes les cultures, ayant les mêmes valeurs que nous, sont venus chez nous en quête de liberté. Ils continuent de venir et contribuent ainsi au renouvellement de nos sociétés. Ces valeurs de liberté, que sont des élections libres et des gouvernements démocratiques, sont le ciment qui unit les relations entre le Canada et les États-Unis.

Merci beaucoup.